

DROIT CONSTITUTIONNEL (1)**Séance 9 - La IIIe République**

| | |
|--|-----------|
| I. La République provisoire..... | 2 |
| A) Le gouvernement de la défense nationale..... | 2 |
| B) L'élection de l'Assemblée nationale..... | 2 |
| C) La nomination de Thiers, chef du pouvoir exécutif | 3 |
| D) La loi Rivet | 4 |
| E) La loi de Broglie..... | 4 |
| F) La loi du septennat | 5 |
| II. La pérennisation de la République | 6 |
| A) Les lois constitutionnelles de 1875 | 6 |
| B) L'organisation des pouvoirs publics par les lois constitutionnelles de 1875 | 7 |
| 1) <i>Un exécutif dual avec un président de la République prépondérant.....</i> | <i>7</i> |
| a) Le président de la République..... | 7 |
| b) Le Gouvernement..... | 9 |
| 2) <i>Un Parlement bicaméral avec un Sénat prépondérant.....</i> | <i>10</i> |
| a) Le Sénat | 10 |
| b) La Chambre des députés..... | 11 |
| 3) <i>Une révision aisée</i> | <i>12</i> |
| III. Le conflit entre le chef de l'État Mac Mahon et le parti républicain - la crise du 16 mai 1877 - et ses conséquences | 13 |

I. La République provisoire

A) Le gouvernement de la défense nationale

Le **2 septembre 1870**, Napoléon III capitule à la suite de la défaite militaire de Sedan.

Le **4 septembre 1870**, à Paris, deux cortèges défilent dans Paris et se dirigent vers l'Hôtel de Ville : le cortège des républicains modérés et le cortège des républicains révolutionnaires.

Les républicains modérés constituent à la hâte un gouvernement provisoire, présidé par le général Trochu et composé de Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Emmanuel Arago, Jules Simon, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Picard et Rochefort.



À retenir : Ce gouvernement provisoire proclame la République dans une salle de l'Hôtel de Ville, la salle du Trône : « Citoyens de Paris, la République est proclamée. Un gouvernement est nommé d'acclamation. [...] Le gouvernement incite les citoyens au calme ; le peuple n'oubliera pas qu'il est en face de l'ennemi. Le gouvernement est avant tout un gouvernement de défense nationale ».

Dans une autre salle de l'Hôtel de Ville, les républicains révolutionnaires, notamment Blanqui et Delescluze, forment un gouvernement rival, qui n'eut pas de suite.

B) L'élection de l'Assemblée nationale

Si le gouvernement de la Défense nationale souhaitait poursuivre la guerre, il se résigne à signer le **28 janvier 1871** l'armistice avec la Prusse en raison de l'occupation de 43 départements par l'armée prussienne.

Selon la convention d'armistice, l'armistice a « pour but de permettre au gouvernement de la Défense nationale de convoquer une Assemblée librement élue

qui se prononcera sur la question de savoir si la paix doit être continuée ou à quelles conditions la paix doit être faite ».

Les élections ont lieu le **8 février 1871** et débouchent sur une Assemblée composée majoritairement de monarchistes. En effet, sur les 675 sièges pourvus, près de 400 sont occupés par des monarchistes (182 légitimistes et 214 orléanistes). Les républicains obtiennent 250 sièges et les bonapartistes une vingtaine de sièges.

C) La nomination de Thiers, chef du pouvoir exécutif

Comme le relève à juste titre Jean-Jacques Chevallier, « Une assemblée ainsi composée ne pouvait être d'accord que sur un point : ne rien faire de définitif. Dénuée par ailleurs de toute expérience, il lui fallait confier le soin de gouverner en son nom à un homme expérimenté (...) susceptible aussi d'inspirer confiance au redoutable vainqueur (...) Un seul homme répondait à ces conditions (...) : c'était Adolphe Tiers ».



À retenir : Par un **décret du 17 février 1871**, l'Assemblée nomme Adolphe Thiers « **chef du pouvoir exécutif de la République française** ».

Ce décret indique qu'il « exercera ses fonctions, sous l'autorité de l'Assemblée nationale, avec le concours des ministres qu'il aura choisis et qu'il présidera ». Surtout, il précise que la nomination de Thiers vise seulement à « *pourvoir immédiatement aux nécessités du gouvernement et à la conduite des négociations* » avec l'Allemagne « *en attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France* ». Ce contrat tacite entre l'Assemblée et Thiers est communément appelé **pacte de Bordeaux**.

Thiers ouvre les négociations qui aboutissent au texte des préliminaires de paix du **26 février 1871**. Les conditions imposées à la France sont draconiennes : la France doit céder à la Prusse l'Alsace et la Lorraine, lui verser une indemnité de 5 milliards de francs et laisser les troupes prussiennes occuper Paris jusqu'à la ratification du traité de paix.

La signature des préliminaires de paix est perçue comme une trahison par les élus d'Alsace-Lorraine et les Parisiens. La décision du **10 mars 1871** de l'Assemblée de transférer son siège à Versailles et celle de Thiers du **18 mars** d'ordonner à l'armée de retirer les canons situés sur les collines de Montmartre et Belleville débouchent sur la Commune de Paris. Elle durera 72 jours et s'achèvera par la semaine sanglante **du 21 au 28 mai 1871**¹.

D) La loi Rivet

Thiers sort renforcé de la répression des communards.

Le **31 août 1871**, la loi dite Rivet lui accorde le titre de président.

Cependant, elle précise que ce titre « *sans rien changer au fond des choses, peut avoir cet effet de mettre mieux en évidence l'intention de l'Assemblée de continuer franchement l'essai loyal commencé à Bordeaux* ».

Surtout, elle tente de réduire l'influence de Thiers en prévoyant, d'une part, qu'il ne peut prendre la parole à l'Assemblée qu'après en avoir informé son président, d'autre part, que les ministres sont responsables devant l'Assemblée.

E) La loi de Broglie

Le **13 novembre 1872**, Thiers déclare à l'Assemblée : « *La République existe, elle est le gouvernement légal du pays, vouloir autre chose serait une nouvelle révolution et la plus redoutable de toutes* ».

Cette rupture du pacte de Bordeaux suscite l'ire de la majorité monarchiste, qui décide de réduire davantage son influence en adoptant le **13 mars 1873** la **loi dite de Broglie**.



À retenir : Cette loi vise à rendre encore plus difficiles les interventions de Thiers à l'Assemblée.

¹Voir le dossier complet : <https://www.paris.fr/dossiers/la-commune-de-paris-48>

Elle prévoit un cérémonial si complexe qu'il est qualifié par Thiers de « chinois ». En effet, son article 1^{er} dispose que « *Le président de la République communique avec l'Assemblée par des messages qui, à l'exception de ceux par lesquels s'ouvrent les sessions, sont lus à la tribune par un ministre. Néanmoins, il sera entendu par l'Assemblée dans la discussion des lois, lorsqu'il le jugera nécessaire, et après l'avoir informée de son intention par un message. La discussion à l'occasion de laquelle le président de la République veut prendre la parole est suspendue après la réception du message, et le président sera entendu le lendemain, à moins qu'un vote spécial ne décide qu'il le sera le même jour. La séance est levée après qu'il a été entendu, et la discussion n'est reprise qu'à une séance ultérieure. La délibération a lieu hors la présence du président de la République.* »

Thiers cesse d'être l'homme nécessaire une fois le principe de la libération du territoire acté.

En outre, la majorité conservatrice renverse Thiers et le contraint à démissionner le **24 mai 1873**.

Le jour même, l'Assemblée élit un monarchiste président de la République : le maréchal Mac Mahon. Le lendemain, ce dernier déclare : « *Avec l'aide de Dieu, le dévouement de notre armée qui sera toujours l'esclave de la loi, l'appui de tous les honnêtes gens, nous continuerons l'œuvre de la libération du territoire et du rétablissement de l'ordre moral dans le pays.* »

F) La loi du septennat

Six mois plus tard, le **20 novembre 1873**, l'Assemblée adopte la **loi dite du septennat**.

Cette loi est brève : « *Article premier : Le pouvoir exécutif est confié pour sept ans au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, à partir de la promulgation de la présente loi ; ce pouvoir continuera à être exercé avec le titre de président de la République et dans les conditions actuelles jusqu'aux modifications qui pourraient y être apportées par les lois constitutionnelles. Article 2. Dans les trois jours qui suivront la promulgation de la présente loi, une commission de trente membres sera nommée en séance publique et au scrutin de liste, pour l'examen des lois constitutionnelles.* »

Question : Pourquoi la durée de la présidence de la République est-elle fixée à 7 ans ?

Le septennat s'explique par l'échec des tentatives de restauration monarchique en raison de l'intransigeance du comte de Chambord.

Plus précisément, le comte de Paris, petit-fils de Louis Philippe et orléaniste, rend visite le **5 août 1873** au comte de Chambord et déclare renoncer au trône.

Cependant, le **29 octobre 1873**, le comte de Chambord maintient sa fidélité au drapeau blanc et refuse d'être le roi légitime de la Révolution, perdant ainsi le soutien de nombreux monarchistes.

Ainsi, l'obstination du comte de Chambord obligea les monarchistes à prolonger la République et à fixer à 7 ans la durée du mandat de Mac Mahon dans l'attente de la disparition de ce monarchiste intransigeant. Les monarchistes estimaient qu'au cours de ces 7 années, pourraient être édifiées des institutions provisoires d'attente monarchiste. Ne pouvant faire toute de suite la monarchie, on tâcherait de faire « ce qui s'en rapproche le plus » pour reprendre les termes du Comte de Paris.

II. La pérennisation de la République

A) Les lois constitutionnelles de 1875

Outre la consécration du septennat, la **loi du 20 novembre 1873** avait chargé une commission de 30 membres de rédiger trois lois constitutionnelles.

Cette commission rédigea trois lois qui furent toutes adoptées par l'Assemblée :

- La **loi du 24 février 1875** relative à l'organisation du Sénat ;
- La **loi du 25 février 1875** relative à l'organisation des pouvoirs publics ;
- La **loi du 16 juillet 1875** sur les rapports entre les pouvoirs publics.



Attention : La loi du 24 février 1875, relative à l'organisation du Sénat, est antérieure à celle du 25 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics pour la raison suivante : l'Assemblée subordonnait l'acceptation de la République à l'institution d'une seconde chambre conservatrice. La loi sur le Sénat fut donc votée avant celle relative aux pouvoirs publics, mais fut promulguée après elle.



À retenir : La loi du 25 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics comprend une disposition d'une grande importance : « Le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour 7 ans ». Elle transforme ainsi le septennat personnel du maréchal en septennat impersonnel. Issue d'un amendement déposé par Henri Wallon, elle était adoptée à une voix de majorité.

B) L'organisation des pouvoirs publics par les lois constitutionnelles de 1875

Question : Quelles sont les trois caractéristiques principales de la constitution de 1875 ?

Un exécutif dual avec un président de la République prépondérant (A), un parlement bicaméral avec un Sénat prépondérant (B) et une révision aisée (C).

1) *Un exécutif dual avec un président de la République prépondérant*

a) Le président de la République

Les constituants entendaient faire du président de la République un chef-roi sauf le nom et la durée.

S'agissant de son statut

Aux termes de l'**article 2 de la loi du 25 février 1875**, qui reprend le texte de l'amendement Wallon, « *Le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans. Il est rééligible.* »

En application de l'**article 6 de la loi du 16 juillet 1875**, en cas de vacance normale, un mois avant l'expiration de son mandat, le président de la République doit convoquer les deux Chambres réunies en Assemblée nationale afin qu'elles désignent son successeur. S'il ne procède pas à une telle convocation, l'Assemblée nationale se réunit de plein droit 15 jours avant l'expiration du mandat.

En application du même article, en cas de vacance consécutive au décès ou à la démission du président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit afin de procéder à l'élection d'un nouveau président.

En vertu de l'**article 6 de la loi du 25 février 1875**, le président de la République est irresponsable politiquement. En contrepartie de cette irresponsabilité, chacun de ses actes doit être contresigné par un ministre en application de l'**article 3 de la loi du 25 février 1875**.



À retenir : Si le président de la République est irresponsable politiquement, il est responsable pénalement en cas de haute trahison. Il ne peut alors être mis en accusation que par la Chambre des députés, et ne peut être jugé que par le Sénat en application de l'**article 12 de la loi du 16 juillet 1875**.

S'agissant de ses pouvoirs

Comme le relève à juste titre Marcel Morabito, les compétences du président de la République sont importantes et en font « *un chef d'État que l'on pourra facilement transformer, si l'occasion se présente, en monarque parlementaire* » ainsi, pour reprendre les termes de Louis Blanc, le président de la République est « *un roi sauf l'hérédité* ».

En effet, aux termes de l'**article 3 de la loi du 25 février 1875**, le président de la République a le pouvoir réglementaire d'exécution des lois. En vertu du même article,

« Il a le droit de faire grâce (...) - Il dispose de la force armée. - Il nomme à tous les emplois civils et militaires ».

En matière internationale, il peut déclarer la guerre, sous réserve de « l'assentiment préalable des deux Chambres. » en vertu de l'**article 9 de la loi du 16 juillet 1875**. En outre, il négocie et ratifie les traités, étant précisé que la ratification de certains traités doit être autorisée par les deux Chambres en application de l'**article 8** de cette même loi.

En matière législative, il « a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres » et « promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par les deux Chambres » (**article 3 de la loi du 25 février 1875**). En outre, il peut « demander aux deux Chambres une nouvelle délibération » de la loi « qui ne peut être refusée » (**article 7 de la loi du 16 juillet 1875**).

Enfin, il n'est pas dépourvu de moyens d'action sur le fonctionnement des deux Chambres. Si les deux Chambres « doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année » (**article 1 de la loi du 16 juillet 1875**), il appartient au président de prononcer la clôture de la session (**article 2 de la loi du 16 juillet 1875**). Par ailleurs, il a le droit de convoquer extraordinairement les chambres (**article 2 de la loi du 16 juillet 1875**). Surtout, il « peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration légale de son mandat » (**article 5 de la loi du 25 février 1875**).

b) Le Gouvernement

En pratique, les ministres sont nommés par le chef du Gouvernement, dont l'existence n'est pas prévue par la Constitution.

En vertu de l'**article 6 de la loi du 25 février 1875**, « Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du Gouvernement, et individuellement de leurs actes personnels. »

Ils se réunissent en Conseil des ministres, dont l'intervention est prévue dans trois cas.

- 1) Tout d'abord, les conseillers d'État ne peuvent être nommés et révoqués que par décret rendu en Conseil des ministres (**article 4 de la loi du 25 février 1875**).
- 2) Ensuite, en cas de vacance de la présidence de la République par décès ou pour toute autre cause, le Conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif dans l'attente de l'élection d'un nouveau président (**article 7 de la loi du 25 février 1875**).
- 3) Enfin, le Sénat peut être constitué en Cour de justice par un décret du président de la République, rendu en Conseil des ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat contre la sûreté de l'État (**article 12 de la loi du 16 juillet 1875**).

2) *Un Parlement bicaméral avec un Sénat prépondérant*

a) Le Sénat

Pour reprendre les termes de Jean-Jacques Chevallier, le Sénat est « *la grande revendication monarchiste* » et « *la bête noire des républicains* ». Les républicains l'acceptèrent afin de ne pas faire obstacle au consensus sur la République.

S'agissant de sa composition :

Le mode de recrutement des sénateurs a été pensé par les monarchistes de telle sorte que le Sénat soit conservateur.

Ainsi, le Sénat comprend deux catégories de membres :

- Des sénateurs nommés à vie par l'Assemblée nationale et au nombre de 75. Ils sont inamovibles et seront en cas de décès, démission ou autre cause, remplacés par le Sénat.

- Des sénateurs élus au suffrage universel indirect par les départements et les colonies et au nombre de 225.

Or chaque département a droit à au moins deux sénateurs. Surtout le corps électoral est composé dans chaque département des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués élus, un par chaque conseil municipal, parmi les électeurs de la commune (**article 4 de la loi du 24 février 1875**).

Il s'ensuit que le Sénat devait essentiellement être l'émanation des communes de France.

En outre, « *nul ne peut être sénateur s'il n'est Français, âgé de quarante ans au moins et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques* » (**article 3 de la loi du 24 février 1875**).

S'agissant de ses attributions :

Le Sénat exerce le pouvoir législatif conjointement avec la Chambre des députés.

Aux termes de l'**article 8 de la loi du 24 février 1875**, « *Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois* ».

En vertu de l'**article 9** de cette loi, « *le Sénat peut être constitué en Cour de justice pour juger, soit le président de la République, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'État.* »

Tout comme la Chambre des députés, le Sénat peut engager la responsabilité politique du gouvernement en vertu de l'**article 6 de la loi du 25 février 1875** et joue un rôle essentiel dans la procédure de révision (v. infra).

Enfin, il rend un avis conforme sur la demande du président de la République de dissoudre la Chambre des députés.

b) La Chambre des députés

Alors que la **loi du 24 février 1875** est entièrement consacrée au Sénat, les **lois constitutionnelles 1875** sont peu loquaces s'agissant de la Chambre des députés et l'évoquent souvent incidemment.

S'agissant de sa composition

Selon l'**article 1^{er} de la loi du 25 février 1875**, « la Chambre des Députés est nommée par le suffrage universel, dans les conditions déterminées par la loi électorale. »

La **loi organique du 30 novembre 1875**, pris pour l'application de cet article, fixa à 4 ans la durée du mandat des députés et posa le principe du renouvellement intégral de la Chambre des députés tous les 4 ans.

S'agissant de ses attributions

La Chambre des députés exerce le pouvoir législatif conjointement avec le Sénat.

Comme l'indique l'**article 8 de la loi du 24 février 1875**, la Chambre des députés a concurremment avec le Sénat « l'initiative et la confection des lois ».

Tout comme le Sénat, la Chambre des députés peut engager la responsabilité politique du Gouvernement comme le montre l'**article 6 de la loi du 25 février 1875** et joue un rôle essentiel dans la procédure de révision (v. infra).

3) Une révision aisée

Comme l'affirme à juste titre Jean-Jacques Chevallier, « Personne n'est fier de cette constitution, personne n'y croit (...) Cette République, à laquelle, telle qu'elle était, personne ne croyait, il fallait absolument se réserver la faculté de la changer, de la réviser » facilement.



Attention : Ainsi, il y eut un consensus pour que les deux Chambres puissent changer la Constitution sans consulter le peuple. Par ailleurs, à titre de précaution, les monarchistes avaient obtenu que pendant le septennat de Mac Mahon, seul ce dernier pouvait prendre l'initiative d'une révision de la constitution. Étant conservateur, il ne proposerait nécessairement pas de révision défavorable aux monarchistes.

Plus précisément, la procédure de révision, prévue à l'**article 8 de la loi du 25 février 1875**, est la suivante : « *Les Chambres auront le droit, par délibérations séparées prises dans chacune à la majorité absolue des voix, soit spontanément, soit sur la demande du président de la République, de déclarer qu'il y a lieu de réviser les lois constitutionnelles. - Après que chacune des deux Chambres aura pris cette résolution, elles se réuniront en Assemblée nationale pour procéder à la révision. - Les délibérations portant révision des lois constitutionnelles, en tout ou en partie, devront être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale. - Toutefois, pendant la durée des pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873 à M. le maréchal de Mac-Mahon, cette révision ne peut avoir lieu que sur proposition du président de la République.* »

En prévoyant la possibilité d'une révision totale des lois constitutionnelles, l'**article 8** rend possible la restauration de la monarchie.

Pourtant, comme le relève à juste titre Marcel Morabito, « *loin de faire basculer la République dans la monarchie, les premières révisions vont au contraire la renforcer* ».

Ainsi, la **loi du 21 juin 1879** transfère le siège des pouvoirs publics de Versailles à Paris.

La **loi du 14 août 1884** prévoit que « *la forme républicaine du Gouvernement ne peut faire l'objet d'une proposition de révision* ». En outre, elle rend possible par le vote d'une seule loi ordinaire la suppression des sénateurs inamovibles. Cette loi est adoptée le **9 décembre 1884**.

III. Le conflit entre le chef de l'État Mac Mahon et le parti républicain - la crise du 16 mai 1877 - et ses conséquences

Si la présidence de la République était pourvue d'un titulaire (Mac Mahon), le Sénat et la Chambre des députés n'étaient pas encore constitués. Il fallait donc y procéder.

S'agissant de la constitution du Sénat, les républicains profitèrent de la division de la droite pour obtenir 55 des 75 sièges inamovibles. Les élections organisées le **30 janvier 1876** pour pourvoir les 225 autres sièges débouchèrent sur une victoire des conservateurs (134 sièges) sur les républicains (91 sièges). Il s'ensuit que les conservateurs obtinrent une courte majorité au Sénat (154 sièges contre 146 pour les républicains).

S'agissant de la constitution de la Chambre des députés, les élections du **20 février** et du **5 mars 1876** débouchèrent sur une large victoire des républicains. Quelque 360 républicains furent élus, contre 150 conservateurs.

L'opposition entre le chef de l'État monarchiste et la Chambre des députés majoritairement républicaine ne pouvait que dégénérer en conflit.

Le **16 mai 1877**, Mac Mahon adresse au président du conseil Jules Simon une lettre dans laquelle il lui reproche de ne pas avoir combattu l'abrogation de la loi sur la presse.

Le jour même, Jules Simon démissionne.

Mac Mahon nomme à sa place un monarchiste, De Broglie, dont le premier acte politique est d'obtenir le **18 mai** du chef de l'État l'ajournement des Chambres pendant un mois.

En réponse, 363 députés républicains signent un manifeste dans lequel ils dénoncent le coup de force du chef de l'État et du président du conseil et refusent de reconnaître le nouveau gouvernement.

En réaction, le chef de l'État, après avoir obtenu l'avis conforme du Sénat, décide de dissoudre la Chambre des députés et ainsi de provoquer de nouvelles élections.

Lors d'une campagne tumultueuse, Gambetta déclare à l'intention de Mac Mahon : « *Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre* ».

Les élections des **14 et 28 octobre** débouchent sur une victoire des républicains, qui obtiennent 323 sièges.

Le **19 novembre**, De Broglie démissionne et est remplacé par le général de Rochebouet.

Le **24 novembre**, la Chambre des députés refuse de reconnaître le nouveau gouvernement.

Mac Mahon se soumet en nommant le **13 décembre** le républicain Dufaure à la présidence du conseil et en annonçant le **15 décembre** aux Chambres dans un message que « *l'exercice du droit de dissolution (...) ne saurait être érigé en système de gouvernement* ».

Le **5 janvier 1879**, le premier renouvellement partiel du Sénat le fait basculer dans le camp républicain.

Le **30 janvier 1879**, le refus de Mac Mahon d'accepter des changements dans le personnel militaire à la demande du président du conseil Dufaure entraîna la démission de ce dernier puis de Mac Mahon.



À retenir : Le jour même, les deux Chambres réunies en Assemblée nationale élisent Jules Grévy président de la République.

Dans son message de remerciement à l'Assemblée nationale, Jules Grévy déclare :
« *Soumis avec sincérité à la grande loi du régime parlementaire, je n'entrerai jamais en lutte contre la volonté nationale exprimée par ses organes constitutionnels* ».

Cette déclaration donna lieu à la constitution Grévy pour reprendre l'expression de M. Prelot, à savoir une pratique qui prend le contrepied des lois constitutionnelles de **1875** à deux égards.

- Tout d'abord, le droit de dissolution disparaît en pratique.
- Ensuite, le chef d'État est effacé. Il n'utilise pas les prérogatives que la constitution lui reconnaît. Ainsi, il n'ajourne ni ne proroge les Chambres. Il ne fait pas usage du droit de demander une seconde délibération de la loi ou de celui d'adresser des messages aux Chambres. Cet effacement du chef de l'État ne profite pas au gouvernement et débouche sur une instabilité ministérielle chronique et la suprématie parlementaire. À cet égard, cent quatre gouvernements se sont succédé en 70 ans de **1871** à **1940**.